



1^{er} MAI - JOURNÉE DE LUTTE ET DE MOBILISATION POUR LE PROGRÈS SOCIAL, LA SOLIDARITÉ ET LA PAIX ENTRE LES PEUPLES

Depuis plusieurs mois, on voudrait nous faire croire en France que le contexte économique et social ne laisserait entrevoir aucune perspective réjouissante. Le résultat du premier tour de l'élection présidentielle peut ainsi donner l'impression qu'il n'y aurait le choix qu'entre, d'un côté, le repli nationaliste, les discours de haine et de racisme, qui sont contraires aux objectifs et valeurs de solidarité, de justice sociale, égalité et de paix, et, de l'autre, une politique libérale qui ne fera qu'aggraver la précarité, fragiliser les services publics et la protection sociale, et renforcer les inégalités sociales.

Au contraire, pour nos organisations, les solutions résident dans les valeurs de progrès social, de solidarité et de paix. Quotidiennement, elles apportent leur soutien et participe aux nombreuses luttes des travailleur-euses, des retraités, des privé-es d'emploi, de la jeunesse qui refusent comme unique réponse l'austérité permanente et le partage de la misère. Ces luttes sont plus que légitimes au regard des 56 milliards d'euros de dividendes versés et de rachats d'actions en 2016.

L'opposition systématique entre les pauvres et les moins pauvres, entre salarié-es et travailleuses indépendantes, entre les immigré-es et la population française est un leurre qui détourne du vrai débat qui est celui de la définanciarisation de

l'économie et de l'entreprise et d'un autre partage des richesses.

Sortir de la logique de mise en concurrence entre les territoires et les populations conduit tout naturellement nos organisations à revendiquer l'abrogation de la loi « Travail » et à accompagner les salarié-es qui refusent son application dans leurs entreprises.

Il convient aussi de favoriser les investissements créateurs d'emplois dans l'industrie et dans les services sur l'ensemble du territoire. L'équilibre social et économique du territoire nécessite le redéploiement de services publics de proximité abandonnant les logiques financières au profit de la réponse à l'intérêt général.

Les capitalistes continuent de s'acharner pour anéantir les droits conquis par la lutte et par la lutte seulement. Partout dans le monde, la privatisation des services publics (santé, éducation, transports...), l'accaparement des profits continuent, créant des inégalités sociales de plus en plus fortes. Avec la crise, les pertes sont socialisées, au plus grand profit privé des banques. Et les gouvernements répondent par la violence aux mouvements sociaux. Halte à la répression syndicale !

Nous devons créer le rapport de force qui permettra d'inverser le contenu même de la pensée dominante et de sa déclinaison. C'est pourquoi la CGT, FO, la FSU et Solidaires invitent l'ensemble des travailleur-euses, privés d'emplois, des retraités porteurs des valeurs de progrès social, de solidarité et de paix à participer dans l'unité la plus large aux manifestations du 1^{er} mai 2017 organisées dans les territoires.

**LES ORGANISATIONS SYNDICALES CGT, FO, FSU, SOLIDAIRES,
APPELLENT À DES RASSEMBLEMENTS À 11H00**

- **A Rodez** - au jardin public
- **A Decazeville** - sur l'esplanade Jean Jaurès
- **A Villefranche** - devant la Mairie
- **A Millau** - place de la Capelle
- **A St Affrique** - jardin public